



**PRÉFET
DE TARN-ET-GARONNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
d'Occitanie**

Unité inter-départementale Tarn-et-Garonne-Lot
Pôle Carrières et Déchets
2 quai de Verdun
82000 Montauban

Montauban, le 24/04/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 22/04/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

EUROVIA LIANTS SUD OUEST

ZI de Moulis
82710 Bressols

Références : SV/S-2026-0161
Code AIOT : 0006806504

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/04/2026 dans l'établissement EUROVIA LIANTS SUD OUEST implanté ZONE INDUSTRIELLE UMBERTI 82710 Bressols. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite réactive est réalisée suite à un accident concernant une vaporisation de bitume sous forme de gouttelettes dans l'atmosphère intervenu sur le site le 21 avril 2026. Ce dégagement de vapeur de bitume est retombé sous forme de pluie à l'intérieur et à l'extérieur du site, impactant le fossé d'infiltration des eaux pluviales, la route jouxtant le site, une vingtaine de voitures stationnées sur un parking et une entreprise située à environ 10 mètres des limites ICPE du site.

L'accident a été détecté par le personnel vers 12h30, l'exploitant contactant dans un premier temps la Gendarmerie, le SDIS82 et la Mairie, puis l'inspection des installations classées.

Par appel téléphonique du 21 avril vers 15h00, l'exploitant a informé l'inspection des actions correctives mises en place pour sécuriser le site, indiquant aussi avoir contacté les entreprises

spécialisé dans le domaine de dépollution suite à l'accident industriel, et contacté l'ensemble des personnes impactées (propriétaires des véhicules, entreprises, etc).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- EUROVIA LIANTS SUD OUEST
- ZONE INDUSTRIELLE UMBERTI 82710 Bressols
- Code AIOT : 0006806504
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site de LIANTS ROUTIERS de GARONNE (EUROVIA Liants du Sud-Ouest) se situe sur la commune de Bressols au niveau de la zone industrielle Umberti proche de l'échangeur autoroutier de Montauban Sud. L'environnement limitrophe du site est à usage industriel.

Le site est une installation de fabrication, transport et négoce de liants noirs utilisés dans l'industrie routière et d'enrobés froids, autorisé par arrêté préfectoral du 25 mars 2021.

LIANTS ROUTIERS de GARONNE y exploite actuellement une installation de fabrication de liants bitumineux de type émulsion et une usine d'enrobage à froid.

Contexte de l'inspection :

- Accident

Thèmes de l'inspection :

- Déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;

- ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
- ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Mise à jour de l'étude de dangers et de l'étude d'impact	Arrêté Préfectoral du 25/03/2021, article 1.6.2	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	6 mois
2	Intégration dans le paysage et propreté	Arrêté Préfectoral du 25/03/2021, article 2.3.1	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	8 jours
3	Incidents ou accidents	Arrêté Préfectoral du 25/03/2021, article 2.4.1	Mesures d'urgence, Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours
4	Déchets produits – Principe de gestion	Arrêté Préfectoral du 25/03/2021, article 5.1.3	Mesures d'urgence, Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
5	Prévention des risques technologiques	Arrêté Préfectoral du 25/03/2021, article 8.2.2	Demande de justificatif à l'exploitant, Mesures d'urgence	8 jours

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
	es			
6	Prévention des risques technologiques	Arrêté Préfectoral du 25/03/2021, article 8.2.6	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois
7	Dispositions d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 25/03/2021, article 8.2.5	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Face à cet accident de rejet atmosphérique de vapeur de bitume chaud retombant sous forme de pluie sur le site et en dehors du site, l'inspection constate la grande réactivité de l'exploitant pour faire procéder aux premiers travaux de dépollution.

L'exploitant a fait appel à des entreprises spécialisées dans le domaine pour intervenir dès le lendemain matin à savoir:

- SECHE URGENCE ENVIRONNEMENT pour le nettoyage du fossé périphérique (sur un linéaire de 30 mètres) et le nettoyage de la rue (sur 40 mètres), ainsi que chez l'entreprise voisine,
- SARP (Agence d'albi) pour le nettoyage de la rétention bitume et des cuves, ainsi que de la plateforme devant la cuve bitume,
- de deux établissements (entreprise de nettoyage) pour le nettoyage des véhicules impactés par les projections de bitume.

Par ailleurs, l'exploitant doit procéder à une analyse des causes de l'accident et proposer des actions correctives pour éviter qu'un tel phénomène puisse se reproduire.

Pour cela, il doit mettre à jour son étude des dangers afin d'intégrer notamment le phénomène en cause dans cet accident et non pris en compte à ce jour.

Enfin, l'exploitant doit définir les filières de traitement des déchets pollués stockés et procéder au traitement adéquat de ceux-ci, et en assurer la traçabilité.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Mise à jour de l'étude de dangers et de l'étude d'impact

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/03/2021, article 1.6.2
Thème(s) : Risques accidentels, Étude des dangers
Prescription contrôlée :
Les études d'impact et de dangers sont actualisées à l'occasion de toute modification

<p>substantielle telle que prévue à l'article R. 181-46 du code de l'environnement.</p> <p>Ces compléments sont systématiquement communiqués au préfet qui pourra demander une analyse critique d'éléments du dossier justifiant des vérifications particulières, effectuée par un organisme extérieur expert dont le choix est soumis à son approbation.</p> <p>Tous les frais engagés à cette occasion sont supportés par l'exploitant.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors du dépôt du PAC sur la modification des conditions d'exploitation de son installation en mars 2023, l'exploitant avait transmis une actualisation de son étude des dangers (EDD). L'installation a été à l'arrêt d'octobre 2025 jusqu'à début avril 2026 pour la réalisation de ces travaux.</p> <p>Le phénomène (vaporisation de bitume dans l'atmosphère) de cet accident n'avait pas fait l'objet d'une prise en compte et d'une modélisation dans l'EDD.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'inspection demande à l'exploitant de transmettre sous un délai maximum de 6 mois une actualisation de son étude de dangers en spécifiant les mesures de maîtrises des risques qu'il peut mettre en place afin de prendre en compte ce type d'évènement.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 6 mois</p>

N° 2 : Intégration dans le paysage et propreté

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/03/2021, article 2.3.1</p>
<p>Thème(s) : Autre, Propreté</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage. L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence. L'exploitant prend les mesures nécessaires afin d'éviter la dispersion sur les voies publiques et les zones environnantes de poussières, papiers, boues, déchets... Des dispositifs d'arrosage, de lavage de roues... sont mis en place en tant que de besoin.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection constate que l'accident a dispersé des résidus de bitume à l'intérieur du site, ainsi qu'à ses abords, impactant le fossé d'infiltration longeant le site, la voie publique, une entreprise située à moins de 10 mètre des limites ICPE du site, et de nombreux véhicules stationnés sur un parking situé sous le nuage des retombées sous forme de pluie de bitume.</p> <p>Lors de la visite d'inspection, une première entreprise était déjà présente pour procéder aux travaux de dépollution du fossé et de la route. L'exploitant indiquant que deux autres sociétés allaient arriver pour prendre en charge le nettoyage respectivement de l'intérieur du site et des véhicules impactés.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p>

L'exploitant doit dans les meilleurs délais procéder au nettoyage de l'intérieur de son site, ainsi que de ses abords afin de limiter l'impact de la pollution engendrée par l'accident. L'ensemble des justificatifs d'élimination vers les filières dument autorisées sont à transmettre à l'inspection des installations classées.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 8 jours

N° 3 : Incidents ou accidents

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/03/2021, article 2.4.1
Thème(s) : Autre, Déclaration et rapport
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu à déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement. Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme. Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.
Constats : L'exploitant a déclaré le 21 avril auprès de l'inspection des installations classées la survenue de l'accident, puis a procédé à sa télédéclaration le 22 avril 2026 sur le site entreprendre.service-public.gouv.fr Télédéclaration bien reçue dans l'application Gun Environnement. Il a été demandé à l'exploitant la transmission du rapport d'accident conformément à l'article R.512-69 du code de l'environnement.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant est tenu de transmettre sous un délai de 15 jours le rapport d'accident à chaud, puis ultérieurement une fois l'analyse des causes effectuée, un rapport d'accident.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mesures d'urgence, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 15 jours

N° 4 : Déchets produits – Principe de gestion

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/03/2021, article 5.1.3
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets traités ou éliminés à l'extérieur de l'établissement
Prescription contrôlée :

<p>Tout brûlage de déchet est interdit sur site. L'exploitant oriente les déchets produits dans des filières propres à garantir les intérêts visés aux articles L. 511-1 et L. 541-1 du code de l'environnement. Il s'assure que la personne à qui il remet les déchets est autorisée à les prendre en charge et que les installations destinataires (installations de traitement ou intermédiaires) des déchets sont régulièrement autorisées ou déclarées à cet effet. Il fait en sorte de limiter le transport des déchets en distance et en volume.</p>
<p>Constats :</p> <p>Pour faire suite à l'accident, l'exploitant a indiqué avoir signé des documents d'acceptation préalable avec l'entreprise spécialisée en traitement des terres polluées située sur la commune de Bessens, et a précisé que pour les autres déchets il passera par un autre prestataire dûment autorisé à traiter des déchets dangereux.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'inspection demande à l'exploitant de justifier que les filières de traitement soient bien autorisées à traiter les déchets issus de cet accident. L'exploitant transmettra une copie des registres de déchets sortant ainsi qu'une copie des bordereaux de suivi des déchets correspondant aux différentes évacuations.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Mesures d'urgence, Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 5 : Prévention des risques technologiques

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/03/2021, article 8.2.2</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Localisation des stocks de substances et mélanges dangereux</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'inventaire et l'état des stocks des substances et mélanges dangereux décrit précédemment à l'article 6.1.1 seront tenus à jour dans un registre, auquel est annexé un plan général des stockages. Ce registre est tenu à la disposition des services d'incendie et de secours.</p>
<p>Constats :</p> <p>Dans sa déclaration en ligne, l'exploitant a indiqué la quantité de substances dangereuses mises en œuvre dans cet accident. L'inspection n'a pas demandé un état des stocks avant et après l'accident lors de la visite d'inspection, préférant laisser à l'exploitant le temps de coordonner l'intervention des différents prestataires.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'inspection demande à l'exploitant la transmission de l'état des stocks avant et après l'accident.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Mesures d'urgence
Proposition de délais : 8 jours

N° 6 : Prévention des risques technologiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/03/2021, article 8.2.6
Thème(s) : Risques accidentels, Etude des dangers
Prescription contrôlée : L'exploitant met en place et entretient l'ensemble des équipements mentionnés dans l'étude de dangers. L'exploitant met en œuvre l'ensemble des mesures techniques de sécurité, d'organisation et de formation ainsi que les procédures mentionnées dans l'étude de dangers.
Constats : L'exploitant a indiqué que le site venait de ré-ouvrir suite aux travaux d'évolution de l'installation. Il précise que l'automate de l'usine a été remplacé et que de nombreux travaux au niveau des canalisations ont été entrepris. L'inspection n'a pas vérifié les MMR mise en place par rapport à l'étude des dangers fournis dans le cadre de ces travaux.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'inspection demande à l'exploitant de justifier de la mise en œuvre des équipements mentionnés dans l'étude des dangers, et de transmettre un rapport de synthèse à l'inspection des installations classées.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 7 : Dispositions d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/03/2021, article 8.2.5
Thème(s) : Autre, Consignes d'exploitation
Prescription contrôlée : Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes sont établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel. Ces consignes indiquent notamment : les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté. l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion ; l'interdiction de tout brûlage à l'air libre ; l'obligation du « permis d'intervention » pour les parties concernées de l'installation ; les conditions de conservation et de stockage des produits, notamment les précautions à prendre pour l'emploi et le stockage de produits incompatibles ; les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de

<p>fluides), •</p> <p>les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses,</p> <p>les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte,</p> <p>les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie, •</p> <p>la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc.,</p> <p>l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant présente la consigne d'exploitation listant les personnes à contacter ainsi que leurs numéros de téléphone.</p> <p>L'inspection constate que les informations relatives à l'UID DREAL ne sont pas à jour notamment en ce qui concerne l'identification de l'inspecteur de l'environnement. La personne référencée a quitté l'UID DREAL depuis juillet 2021.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'inspection demande à l'exploitant de mettre à jour sa consigne d'exploitation de son usine LRG en ce qui concerne les coordonnées des personnes à contacter en cas d'incident / accident.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>